



Rio+20: critiques



Les documents préparés par l'ONU en vue de la Conférence Rio + 20 fournissent des informations importantes sur certaines innovations en matière de protection de l'environnement. Mais les propositions qui y figurent – résumées par le concept d'« économie verte » - sont d'une inefficacité scandaleuse, voire contreproductives.

Source : http://www.cartamaior.com.br/templates/colunaMostrar.cfm?coluna_id=5450

Auteur : Boaventura de Sousa Santos

Traduction : Héléne Breant pour Autres Brésils

Avant la crise financière, l'Europe était peut-être le continent où l'on réfléchissait le plus à la gravité des problèmes écologiques auxquels nous étions confrontés. Toute cette réflexion est aujourd'hui mise à l'écart comme s'il s'agissait d'un luxe déraisonnable. En témoigne le traitement médiatique dont ont bénéficié ces dernières semaines deux événements : le Forum Économique Mondial de Davos et le Forum Social Mondial Thématique de Porto Alegre.

Le premier a fait l'objet de toutes les attentions, bien qu'on n'y ait rien débattu de nouveau : mêmes vaines analyses sur la crise européenne et même insistance à ressasser les symptômes de la crise tout en occultant ses causes véritables.

Le second est complètement passé aux oubliettes, et ce bien qu'on y ait discuté des problèmes les plus cruciaux pour notre vie future : les changements climatiques, l'accès à l'eau, la qualité et la quantité d'aliments disponibles face aux fléaux de la faim et de la malnutrition, la justice climatique, les biens communs de l'humanité.



Cette sélectivité des médias montre bien ce que nous risquons lorsque l'opinion publique est réduite à une opinion publiée.

Le Forum de Porto Alegre avait vocation à débattre de Rio+20 – Conférence de l'ONU sur le développement durable prévue en juin prochain à Rio, vingt ans après la première Conférence des Nations Unies sur le même sujet, qui avait déjà eu lieu à Rio. Cette conférence pionnière avait tiré la sonnette d'alarme concernant les problèmes environnementaux auxquels nous faisons face, et les nouvelles dimensions de l'injustice sociale qu'ils engendrent.

Les débats se sont principalement orientés dans deux directions. D'un côté, l'analyse critique de ces vingt dernières années – et la manière dont elle se reflète dans les documents préparatoires à la Conférence. De l'autre, la discussion autour de propositions qui seront présentées au Sommet des Peuples, conférence des organisations de la société civile qui se tiendra en marge de la conférence intergouvernementale des Nations Unies.

Dans cette chronique, je vais me concentrer sur l'analyse critique et consacrerai un prochain texte aux propositions.

Les principales conclusions de cette analyse critique sont les suivantes : il y a vingt ans, l'ONU avait un rôle important en matière d'alerte sur les dangers pour la vie humaine (et non humaine) du mythe d'une croissance économique infinie – si ce dernier continuait à dominer les politiques économiques et si le consumérisme irresponsable n'était pas maîtrisé : notre planète n'est pas infinie, les cycles vitaux de remplacement des ressources naturelles sont en train d'être détruits et la nature « se vengera » sous la forme de changements climatiques bientôt irréversibles qui frapperont tout particulièrement les populations les plus pauvres – ajoutant ainsi de nouvelles injustices sociales à celles qu'on connaît déjà. Les Etats semblaient prendre bonne note de ces messages d'alerte et nombre de promesses ont été faites, sous la forme de conventions et de protocoles. Les multinationales, grands agents de la dégradation de l'environnement, semblaient se tenir coites.

Malheureusement, cette période de réflexion et d'espoir n'a bientôt plus été qu'un lointain souvenir. Les Etats-Unis, plus gros pollueur alors, et aujourd'hui principal pollueur par habitant, a refusé le moindre engagement contraignant dans le sens d'une réduction des émissions responsables du réchauffement de la planète.



Les pays moins développés ont revendiqué leur droit à polluer alors que les plus développés n'assumaient pas leur dette écologique, eux qui avaient tant pollué, et depuis si longtemps.

Les multinationales ont investi pour influencer sur les législations nationales et les traités internationaux, afin de poursuivre sans grande restriction leurs activités polluantes.

Le résultat se reflète dans les documents préparés par l'ONU en vue de la Conférence Rio+20. On y trouve des informations importantes sur certaines innovations en matière de protection de l'environnement. Mais les propositions qui y figurent – résumées par le concept d'« économie verte » - sont d'une inefficacité scandaleuse, voire contreproductives : convaincre les marchés (toujours libres, sans aucune entrave) des opportunités de profit qui s'offrent à eux s'ils investissent dans l'environnement, grâce au calcul des coûts environnementaux et à l'attribution à la nature d'une valeur marchande.

Autrement dit, entre la nature et les êtres humains, il n'existe pas d'autre relation que le marché. Une orgie néolibérale.

Boaventura de Sousa Santos est sociologue et professeur titulaire d'une chaire à la Faculté des Sciences Economiques de l'Université de Coimbra (Portugal).